



FEDERATION SYNDICALISTE FORCE OUVRIERE DE LA COMMUNICATION

COM

**Communiqué aux SUR
à répercuter aux SDP, ST et DS n° 106**

60 rue Vergniaud
75640 Paris Cedex 13
tél. 01 40 78 31 50
fax. 01 40 78 30 58
<http://www.fo-com.com>
postes@fo-com.com



Postes

Cher(e)s camarades,

Vous trouverez ci-dessous un communiqué adressé ce jour à la presse. Il serait souhaitable que ce communiqué soit diffusé le plus largement possible, notamment auprès de la presse (*radio, TV, écrite...*) régionale et locale de votre "secteur géographique".
Fraternels sentiments syndicalistes.

Paris, 15 juin 2012
Le Bureau fédéral

La Poste n'est pas un SAMU bancaire

La Poste a reçu du Gouvernement l'invitation pressante « *d'étudier activement* » les conditions d'un adossement du Crédit Immobilier de France à La Banque Postale. Le conseil d'administration du groupe public en a été officiellement informé.

Cette injonction aussi inattendue qu'inopportune intervient alors que La Banque Postale est engagée dans le lancement de prêts aux collectivités locales en raison de la déconfiture de DEXIA. Chacun sait combien ce montage est compliqué, aussi bien techniquement qu'humainement, avec mention spéciale pour la résistance passive de Dexia Crédit Local qui renâcle à gérer sa propre extinction.

La dégradation sévère du CIF par Moody's porte moins sur la viabilité intrinsèque du groupe mutualiste que sur ses modalités de refinancement à court terme sur les marchés. L'assurance d'une garantie de l'État sur les emprunts obligataires du CIF serait la solution la plus simple pour rassurer les créanciers sans bourse délier. Après tout, l'État est déjà fortement impliqué au sein du CIF, notamment par des conventions relatives à la construction et à la rénovation de logements sociaux. Qu'il assume ses responsabilités.

En revanche, il serait risqué pour La Banque Postale de s'arrimer à un CIF dont l'organisation est peu lisible, la gouvernance opaque et les pratiques commerciales souvent en décalage avec les valeurs de La Poste.

La Banque Postale n'est ni la Garde impériale ni un SAMU bancaire. A force de la solliciter on va l'anémier et rompre l'équilibre financier de La Poste toute entière, mettant ainsi en péril le bon exercice de ses multiples missions de service public.

Paris, le 15 juin 2012
Le Secrétaire général

Jacques DUMANS